

*Les subsides*

Le gouvernement a sabré dans ce qui commençait à être un programme important d'habitation dans les régions septentrionales du Canada et ce programme est maintenant gelé au point où il faudra des années avant qu'il réussisse à fonctionner à nouveau comme il l'a déjà fait.

**M. McKnight:** Monsieur le Président, je reconnais que le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) est un expert pour ce qui est des régions urbaines. Cependant, je voudrais simplement signaler au sujet des gens qui ont présenté des demandes, ces habitants du nord de la Saskatchewan et cette personne du sud de la Saskatchewan, de Rouleau, dont a parlé le député de Spadina (M. Heap), que ce n'est pas depuis deux ans ou 18 mois que ces gens-là n'ont pas de fosse septique ou l'eau courante dans le sud de la Saskatchewan. Ce qui s'est passé, c'est qu'en vertu du programme précédent, les rares deniers publics allaient à des gens qui avaient des revenus annuels supérieurs à \$23,000. On accordait des prêts à des gens dont le revenu était supérieur à ce montant, alors que des Canadiens à faible revenu, ceux qui en avaient le plus besoin, n'étaient pas admissibles au programme, faute d'argent.

● (1520)

Le député de Winnipeg—Fort Garry se situe à gauche de son parti, et il reconnaît sûrement que si leurs moyens le leur permettent, les contribuables canadiens voudraient certainement aider les nécessiteux. Je connais bien la rénovation urbaine, à laquelle on assiste à Winnipeg. Je sais aussi qu'il y a un manque d'urbanisation au Cap-Breton et dans les régions rurales de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique.

Les contribuables canadiens ne sont pas une ressource illimitée. Il s'impose de satisfaire aux besoins des deux personnes du nord et du sud du Manitoba que la députée de Hamilton-Est (M<sup>me</sup> Copps) nous a signalés, afin que ces dernières puissent elles aussi en profiter. Plus de 100,000 logements loués ont besoin d'être remis en état et plus de 100,000 logements appartenant à des particuliers ont besoin de réparations à leur structure. Le programme libéral ne prévoyait pas suffisamment de fonds, ni d'ailleurs le programme actuel, pour remettre ces habitations en état du jour au lendemain. Toutefois, il faut décider de venir en aide aux Canadiens qui en ont le plus besoin.

**M. Axworthy:** Monsieur le Président, je vais répondre brièvement. Si le ministre soutient que les crédits consentis pour ces programmes ne sont pas suffisants, pourquoi les a-t-il réduits de 25 p. 100? S'il n'y avait pas suffisamment d'argent à l'origine, pourquoi a-t-il réduit davantage les fonds, au lieu de les laisser tels quels?

Je voudrais donner un exemple. Prenons les gens qui veulent simplement installer l'eau courante et le tout à l'égout. Le ministre a parlé de tous ces gens extravagants dans le centre de

Winnipeg, qui bénéficient de prêts dont ils n'ont pas besoin. Le seuil au-delà duquel on cesse d'avoir droit à ces prêts a été fixé à \$19,000. Or ces \$19,000 constituent un strict minimum pour une famille vivant dans le centre de Winnipeg. Par conséquent, ces gens n'ont tout simplement pas les moyens de dépenser un centime de plus pour remettre leur maison en état, en réparer les fondations, et ramener le logement à un certain niveau de qualité, à moins d'avoir droit au PAREL. Or le ministre les en a privés.

La collectivité se régénérerait peu à peu et retrouvait un nouveau souffle de vie car les gens gagnant ces revenus étaient disposés à investir de leur temps, de leurs efforts et de leurs maigres capitaux pour remettre leur logement en état, du seul fait qu'ils avaient droit aux subventions du PAREL. Ils n'y ont plus droit à présent et ces quartiers sont condamnés à se détériorer davantage. Voilà quel est le véritable problème et c'est ce qui explique que le coût social soit devenu prohibitif. Il en coûtera désormais deux fois plus cher pour rénover ces quartiers dans cinq ans du fait que le ministre a voulu se mêler du PAREL. Voilà le problème.

**M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest):** Je me réjouis de prendre part au débat sur l'habitation, cet après-midi, et d'intervenir tout de suite après le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy). Il a répondu à ma question en parlant des taux d'intérêt en Angleterre et ailleurs en Europe. Il n'a pas soufflé mot, cependant, du rôle du gouvernement fédéral dans la création de taux d'intérêt élevés. Or, il existe une corrélation entre les demandes d'emprunt et le loyer de l'argent.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les taux d'intérêt aient monté quand, pendant 17 ans de pouvoir, un gouvernement n'a pas cessé d'augmenter ses dépenses et, donc, ses emprunts, au point de devoir consacrer le tiers de ses dépenses à rembourser sa dette. Le discours du député nous rappelle certains souvenirs. Son éloquence était surtout sensible lorsqu'il a demandé 2 ou 3 millions de dollars de plus pour Winnipeg. Son cabinet ministériel comportait presque autant de collaborateurs que notre gouvernement en compte pour dix ministres.

**M. Axworthy:** Non. M. Mazankowski en a davantage.

**M. Hawkes:** Le fait d'emprunter auprès des contribuables a fait grimper les taux hypothécaires au Canada. Voilà bien quel genre de député nous avons pour Winnipeg—Fort Garry. Il s'est considérablement assagi en ne réclamant que 2 ou 3 millions de plus. À titre de ministre, il s'est accaparé l'assiette au beurre pour distribuer à son fief des centaines de millions de dollars, qui étaient empruntés, pendant qu'il envoyait promener le reste du pays. Voilà comment se comportait le député de Winnipeg—Fort Garry. Par conséquent, le loyer de l'argent a augmenté et nous éprouvons d'énormes problèmes dans l'habitation.